

Pour la fin du racisme systémique, des violences policières, pour la justice sociale et les libertés publiques

Marches unitaires du samedi 23 septembre

publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique.

Les révoltes dans les quartiers populaires ne peuvent s'analyser que par l'aggravation de toutes les inégalités sociales, conséquence de l'inflation, de la hausse des loyers, des prix de l'énergie. A côté de cela, les populations sont victimes de nombreuses violences : délocalisation et destruction d'emploi, évasion et fraude fiscale, mode de vie écocide des ultras riches, supers profits des multinationales, modes de production hypers polluants, responsables de la crise climatique. Et pour cela, l'Etat laisse faire ! De plus, les populations racisées et/ ou issues des classes sociales défavorisées, des quartiers et zones rurales et périurbaines populaires, des territoires ultramarins sont victimes de violences institutionnelles, notamment policières.

La politique répressive de l'Etat s'étend en effet avec toujours plus d'intensité et de violences policières, d'interdictions de manifester, contre le mouvement social et écologiste, comme lors de la lutte contre la réforme des retraites et à Sainte-Soline. La liberté associative est de plus en plus mise en cause. Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'institution policière paraît hors de contrôle du pouvoir politique. Par les déclarations factieuses de certains syndicats de policiers suite au meurtre de Nahel et celles du Directeur de la police nationale ou du Préfet de police de Paris, l'Etat de droit se trouve remis en cause par l'institution policière elle-même.

De nombreuses organisations syndicales, associations, collectifs, comités de quartiers populaires, de victimes de violences policières et partis politiques ne peuvent accepter qu'il y ait encore d'autres morts comme Nahel, ou d'autres blessé.es, victimes des violences policières. Elles se mobilisent ensemble **contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique et des violences policières, pour une justice antiraciste, sociale et écologique, féministe et pour que cessent les politiques sécuritaires et anti sociales.**

Elles exigent des réponses immédiates et dans l'urgence :

Le meurtre de Nahel, tué par un policier le 27 juin 2023 à Nanterre, a mis de nouveau la lumière le racisme systémique, les violences policières et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron. Une politique néolibérale imposée par des méthodes autoritaires, des lois sécuritaires et une doctrine du maintien de l'ordre décriée jusque dans les plus hautes instances internationales. Une politique régressive qui fait le lit de l'extrême-droite et piétine toujours plus nos libertés

- – abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;
- – réforme profonde de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement – remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;
- – création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police ;
- – plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux.



MARCHE

CONTRE LE RACISME
CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

SAMEDI 23 SEPT.

Soutenu localement par **Le Monde d'Après** (Attac, FSU, LFI, LDH, NPA, Osons !, Solidaires, UDB), Comité des Luttes, EELV, Dinan diver'Cité

SAINT-MALO
10h30
Parvis de la gare SNCF